



***EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14/10/2016***

L'an deux mille seize, le quatorze octobre à dix huit heures, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué pour une séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Georges ROUVIER, Maire.

Présents : Monsieur Georges ROUVIER, Monsieur Jean-Marc MILESI, Madame Dominique BARBA, Monsieur Daniel MUNTER, Madame Laure BERDUGO, Monsieur Christian LUQUE, Monsieur Louis MACHUEL.

Absents excusés avec pouvoir :

- Monsieur Olivier CORDOLEANI donne pouvoir à Monsieur Georges ROUVIER.
- Monsieur Bruno GERTOSIO-DEPIERRE donne pouvoir à Madame Dominique BARBA.
- Madame Irma MONACO donne pouvoir à Monsieur Jean-Marc MILESI.

Absent excusé : Monsieur Jean-Luc CABASSON.

Secrétaire de séance : Monsieur Louis MACHUEL.

Nombre de membres en exercice : 11 Nombre de membres présents : 07 Nombre de suffrages exprimés : 10
Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 0

Création d'un groupement de commandes plateforme d'achat public :

Monsieur le Maire expose que, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°20015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, des groupements de commandes peuvent être constitués entre des collectivités territoriales et des établissements publics, ce qui nécessite l'établissement d'une convention à intervenir entre les parties prenantes.

A cet égard, la Communauté d'Agglomération Dracénoise propose de constituer un groupement de commandes avec les différentes communes membres et leurs établissements publics portant sur la famille d'achat suivante :

- Achats liés à la mise en place d'un profil d'acheteur pour les marchés publics

La plateforme « **emarches.dracenie** » a été l'une des premières mesures mises en place dans le cadre du pacte TPE/PME en Dracénie. Elle permet actuellement aux entreprises de bénéficier de l'ensemble des annonces de mises en concurrence sur l'ensemble du territoire.

Une convention, dont le projet est joint en annexe, sera approuvée par les différents membres du groupement. Elle définit clairement les obligations de chaque partie, a pour principal objet de définir les conditions de fonctionnement du groupement, ainsi que les modalités de mise en œuvre des procédures de marché public et de suivi ultérieur de l'exécution des contrats.

Dans le cadre de cette convention, il est en particulier proposé :

- que la Communauté d'Agglomération Dracénoise soit désignée comme coordonnatrice du groupement et se voit à ce titre chargée de l'organisation et du lancement du marché public ; elle procèdera donc à l'ensemble des démarches administratives afférentes notamment la détermination de la procédure et de l'allotissement,

- que la commission d'appel d'offres de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, légalement constituée, soit compétente pour l'attribution du marché au nom de l'ensemble des membres du groupement, conformément à la possibilité ouverte à l'article L 1414-3 du CGCT (le coordonnateur étant chargé de signer et notifier le marché, chaque membre du groupement devant, pour le reste, s'assurer de la bonne exécution du contrat pour la part qui le concerne).

Il est précisé que les instances compétentes de chaque membre du groupement sont bien évidemment appelées à prendre une délibération concordante.

De plus, chaque membre du groupement est chargé chacun pour ce qui les concerne :

- de communiquer au coordonnateur une évaluation précise de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de marché public (et, le cas échéant, préalablement à la passation d'un éventuel avenant) pour la part de marché les concernant ;
- de participer à l'analyse technique des offres ;
- d'assurer la bonne exécution du marché portant sur leurs besoins propres ;
- d'informer le coordonnateur de cette bonne exécution ;

OUI l'exposé de son Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **APPROUVE** le principe d'adhésion au groupement de commandes coordonné par la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour les prestations précitées selon les principes exposés ci-dessus et la convention jointe;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention constitutive de groupement afférente et à représenter la commune dans le cadre des relations avec le coordonnateur ;
- **DIT** que la commission d'appel d'offres de la Communauté d'Agglomération Dracénoise sera compétente pour l'attribution de ce marché, au nom des membres du groupement si une procédure formalisée est nécessaire;
- **DIT** qu'en cas de procédure adaptée, les règles propres au coordonnateur s'appliqueront
- **AUTORISE** Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, en sa qualité de représentant légal du coordonnateur du groupement nouvellement constitué, à procéder au lancement des consultations en vue de la passation des marchés ou accord-cadre portant sur les prestations ci-dessus visées
- **AUTORISE** le coordonnateur à procéder à toutes les mesures nécessaires à la passation des marchés ou accord-cadre selon les principes énoncés par la convention de groupement.
- **DIT** que la Commune restera libre de faire ou non appel à la structure de groupement d'achats public.

Délibération certifiée exécutoire
avant transmission en préfecture
sous la responsabilité de Monsieur le Maire

Conformément aux dispositions de la loi du 2 Mars 1982
Transmise le 2016 au représentant de l'Etat

Réception en Sous Préfecture le2016
Commune de Châteaudouble, affiché le



Le Maire
Georges ROUVIER

Envoyé en préfecture le 19/10/2016

Reçu en préfecture le 19/10/2016

Affiché le



ID : 083-218300382-20161014-2016_43-DE

Convention constitutive d'un groupement de commandes

Article 1^{er} : Objet du groupement de commandes

Il est constitué par la présente convention un groupement de commandes dans les conditions visées à l'article 28 de l'ordonnance n°20015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour la famille d'achat suivante :

- Achats liés à la mise en place d'un profil d'acheteur pour les marchés publics

Le groupement est chargé de la passation, la signature et la notification d'un ou plusieurs marchés ou accords-cadre portant sur les prestations ci-dessus définies, ainsi que la passation de tout avenant éventuel ultérieur qui seraient nécessaires à leur exécution.

Article 2 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date à laquelle elle sera rendue exécutoire.

Elle expirera de fait à la date d'échéance du ou des marchés objet du groupement.

Article 3 : Membres du groupement

Le groupement de commandes est ouvert aux personnes morales suivantes :

- la Communauté d'Agglomération Dracénoise
- Les Communes membres de la Communauté d'agglomération dracénoise et leurs établissements publics.

Article 4 : Coordonnateur du groupement

Pour la réalisation de l'objet du groupement, la Communauté d'agglomération dracénoise est désignée comme coordonnateur, dont le siège est situé Square Mozart – BP 129 - 83004 Draguignan cedex.

Article 5 : Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé de la préparation, de l'ensemble de la procédure de passation, de la signature et de la notification des marchés ou accords-cadre objets du groupement, ainsi que de l'ensemble de la procédure de passation d'éventuels avenants ultérieurs.

Il devra notamment à ce titre :

- centraliser les besoins des membres du groupement ;
- définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation, dans le strict respect des règles et procédures imposées par la réglementation en vigueur, étant entendu que si la passation du marché ou de l'accord-cadre est organisée dans le cadre de l'article 42 – 2° de l'ordonnance précitée, les règles propres au coordonnateur s'appliqueront ;

- élaborer l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis par les membres du groupement et les soumettre à validation des membres du groupement ;
- assurer l'ensemble des opérations visant à la désignation du titulaire du marché :
 - o rédaction et envoi de l'avis d'appel public à la concurrence
 - o réception et traitement des demandes de Dossiers de Consultation des Entreprises : à ce titre, le coordonnateur mettra à disposition sa plateforme dématérialisée des marchés publics (profil d'acheteur), tant pour le retrait électronique des DCE que pour la remise électronique des candidatures et des offres, ainsi que le traitement des demandes de renseignements complémentaires
 - o réception et enregistrement des plis reçus
 - o ouverture des enveloppes d'offres par l'autorité compétente au sein du coordonnateur
 - o convocation et secrétariat de la commission d'appel d'offres
 - o information des candidats dans toutes les hypothèses prévues par le code des marchés publics (transmission des renseignements et documents complémentaires, informations des candidats non retenus, etc...)
 - o rédaction du rapport d'analyse technique
 - o rédaction du rapport de présentation
 - o rédaction et publication de l'avis d'attribution et éventuellement de l'avis ex-ante.
 - o gestion des contentieux éventuels (recours administratifs et juridictionnels)
- signer et notifier les marchés ou accords-cadre,
- transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution du marché ou accord-cadre en ce qui les concerne,
- préparer, passer par la procédure idoine puis notifier au titulaire, d'éventuels avenants ultérieurs.
- Reconduire ou non des marchés ou accords cadre sous réserve de validation des membres du groupement.

Le coordonnateur conservera dans ses archives pendant la durée de la réalisation de l'opération les dossiers des candidats retenus ainsi que les pièces relatives à la procédure de passation. Les originaux des marchés des marchés exécutés seront conservés par chaque membre du groupement.

Article 6 : Missions des membres du groupement

Les membres du groupement sont chargés chacun pour ce qui les concerne :

- de communiquer au coordonnateur une évaluation précise de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de marché public (et, le cas échéant, préalablement à la passation d'un éventuel avenant) pour la part de marché les concernant ;
- de valider les dossiers de consultation et les décisions de reconduction de marchés ou accord-cadre

- de participer à l'analyse technique des offres et visé le choix proposé pour l'attribution du marché;
- d'assurer la bonne exécution du marché portant sur leurs besoins propres ;
- d'informer le coordonnateur de cette bonne exécution ;

Article 7 : Adhésion

Chaque membre adhère au groupement en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée avant tout lancement de l'avis d'appel public à la concurrence. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement et sera intégré comme annexe à la convention constitutive de groupement de commande.

Chaque membre est libre d'adhérer à une ou plusieurs familles d'achat mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 8 : Retrait

Tout membre peut se retirer du groupement en adressant une décision écrite notifiée au coordonnateur un mois au moins avant le retrait effectif.

Toutefois, le retrait du groupement et la résiliation de la convention ne pourront intervenir dès lors que la procédure de passation aura été engagée par l'envoi pour publication de l'avis d'appel public à la concurrence, sauf délibération contraire expresse de l'ensemble des membres du groupement.

Dans ce dernier cas, les conditions de résiliation seront réglées par voie d'avenant, sachant que le retrait du groupement et la résiliation de la convention ouvrent droit à réparation du préjudice subi par les membres du groupement.

Article 9 : Rémunération - Indemnisation

La mission du coordonnateur telle que définie dans la présente convention ne donne pas lieu à rémunération.

Elle donnera toutefois lieu à indemnisation pour les frais suivants :

- frais liés à d'éventuels contentieux :
 - o frais et honoraires d'avocat, et, de manière générale, frais de justice associés.

Ces frais seront en premier lieu avancés dans leur totalité par le coordonnateur. Ils feront par la suite l'objet d'une récupération de leur montant, par émission d'un titre de recettes assorti d'un justificatif des frais engagés au prorata des besoins exprimés par les membres dans le cadre de la procédure de passation du marché, objet du contentieux.

Article 10 : Commission d'appel d'offres

Le groupement de commandes constitué par la présente convention est un groupement de commandes dit intégré, conformément à la possibilité ouverte à l'article L 1414-3 du code général des collectivités territoriales.

Le coordonnateur étant chargé de signer et notifier le ou les marchés (chaque membre du groupement devant, pour le reste, s'assurer de la bonne exécution du contrat pour la part qui le concerne).

La commission d'appel d'offres du coordonnateur, légalement constituée, est compétente dans la plénitude de ses compétences pour l'attribution des marchés au nom de l'ensemble des membres du groupement.

La commission d'appel d'offres du coordonnateur sera également compétente, le cas échéant, pour connaître des éventuels avenants à intervenir, dont le montant nécessiterait son intervention.

Article 11 : Modification de la présente convention

Toute modification de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les décisions des membres sont notifiées au coordonnateur. La modification en cause ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement en a approuvé les termes.

Fait à Draguignan, le

Pour la Communauté d'Agglomération Dracénoise,

Olivier Audibert-Troin

Président

Le 14/10/2016
Pour la Commune de Châteaudouble

Le Maire,
Georges ROUVIER



Annexes : Délibérations d'adhésion des membres au groupement de commande